

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F; 6 mois : 20 F
p.li fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, p.li ouvert : 40 F
1 an, p.li fermé : 60 F

14^e ANNEE — N° 240
LE NUMERO : 2 FF
25 FB - 1 FS
du 26 mars au 8 avril 77

Les urnes sont pleines mais les mains vides

L'idée que l'affrontement entre la gauche et la droite serait un reflet direct de la lutte qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie, et que, par conséquent, la vic-

toire électorale de la gauche favoriserait la lutte de classe du prolétariat, cette idée est le fruit d'une myopie politique catastrophique.

Il y a longtemps en effet que le réformisme ouvrier, qui pensait à l'origine améliorer progressivement le sort de la classe ouvrière et remplacer la révolution par une évolution graduelle, est tombé définitivement et irrémédiablement dans le camp de la bourgeoisie. Avec la participation à l'union sacrée de 1914 et à l'écrasement de la vague révolutionnaire des années 1917-23 en ce qui concerne la social-démocratie, avec le tournant des Fronts populaires, la participation à la seconde bouche impérialiste et à la reconstruction des économies nationales et des empires coloniaux en ce qui concerne le stalinisme, ces courants sont devenus à jamais de véritables agents actifs du maintien de l'ordre bourgeois dans le monde entier.

C'est la raison pour laquelle toutes les réformes d'aujourd'hui, qu'elles viennent de droite comme de gauche, des fascistes comme des démocrates, des partis bourgeois comme de ceux qui se prétendent « ouvriers », toutes ces réformes n'ont qu'un sens : la concentration toujours plus grande, le renforcement toujours plus despotique de la machine de l'Etat. Ceci n'est que l'expression de l'impuissance du capitalisme — et partant du réformisme — à concilier les antagonismes de classe, et la preuve qu'il n'a d'autre choix que de tenter, lorsque ces

antagonismes éclatent, d'écraser par la force la lutte prolétarienne qu'il tend nécessairement à toujours faire renaître.

Les événements d'Italie apportent une confirmation éclatante de cette loi historique. Quel a été le réflexe de l'opportunisme devant la révolte étudiante provoquée par le chômage démesuré et la politique d'austérité? L'appel ouvert à la police et à la gendarmerie pour écraser les « délinquants », les « nouveaux fascistes », et, au moment même où la troupe investissait l'université de Bologne, un autre appel à une manifestation de défense de l'« ordre démocratique », qui se révèle, dans sa brutalité sans frein, comme l'ordre prosaïquement bourgeois. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle attitude sera celle de l'opportunisme quand la crise capitaliste, qui tarde à produire ses effets prolétariens, poussera nécessairement la classe ouvrière à la lutte directe. Et d'ailleurs, l'exemple de la Pologne le montre déjà.

Dans ces conditions, que reste-t-il d'intéressant pour la classe ouvrière, dans l'opposition entre la droite et la gauche? L'immédiatisme et le spontanéisme avancent l'argument selon lequel la progression des forces de gauches doit favoriser la satisfaction des revendications immédiates de la classe ouvrière, et notam-

DANS CE NUMERO :

- Les tâches du journal communiste (2)
- L'Internationale, la Gauche et les élections municipales
- L'eurocommunisme et les dissidents
- Notes internationales : Italie, Angleterre, Proche-Orient
- Question féminine et lutte de classe (réunion publique)
- Notes polémiques : PCR, PSU, Kra-sucki.

ment la lutte contre l'offensive capitaliste en cours.

Mais il devrait être clair que la classe ouvrière ne peut contrer cette offensive qu'en resserrant ses rangs dans la lutte de classe, c'est-à-dire dans une lutte qui mette en œuvre son nombre, sa capacité d'organisation et de discipline et les moyens de pression énormes que lui donne le capitalisme. Or n'est-il pas vrai que c'est le contraire qui se passe et que toute la campagne électorale s'est accompagnée d'un véritable gel des luttes ou-

(suite page 2)

Solidarité avec les masses noires opprimées !

Un an après la fracture provoquée par la victoire de Luanda sur Lisbonne, la fréquence des tremblements de terre grandit dans toute l'Afrique australe; après les émeutes de Johannesburg et du Cap, après l'extension de la guérilla en Rhodésie, voici que le séisme touche le Zaïre, après douze ans de calme relatif.

Et le Zaïre est le deuxième pilier de l'ordre international dans cette zone après l'Afrique du Sud; son armée ne compte pas moins de 50 000 hommes.

Naturellement, si l'impérialisme russe tente de profiter de la « déstabilisation » de la région et de la haine légitime des populations locales envers le boucher du Katanga pour s'assurer des positions avantageuses dans la course au brigandage généralisé, l'impérialisme français n'est pas le dernier à s'accrocher à ses sordides intérêts dans cette partie du monde. Il s'intéresse nécessairement de près à ce qui se passe au Congo où le président « marxiste » (!) Ngouabi vient d'être assassiné; il a subi dernièrement un échec à Cabinda où une colonne de mercenaires à ses ordres vient d'être anéantie; surtout il accélère aujourd'hui ses livraisons d'armes à Mobutu.

Cela veut dire que le prolétariat d'ici est le premier intéressé au recul et à la défaite de l'Etat français dans cette zone où ce dernier puise des forces supplémentaires pour perpétuer sa domination de classe. Cela veut dire aussi que le premier devoir des prolétaires conscients de leurs intérêts de classe est de lutter contre les agissements de l'Etat français et de se solidariser de la lutte des masses noires opprimées en révolte dans cette zone, en avançant notamment l'exigence du boycott des livraisons d'armes dans les syndicats et dans toutes les organisations que se donne la lutte prolétarienne.

Notes internationales

● L'étau se resserre au Proche-Orient

Jimmy Carter fait mine d'innover dans la politique de l'impérialisme américain en faisant allusion à la création d'une éventuelle « patrie palestinienne ». Il ne pourra parvenir à cacher qu'en réalité, le but de la politique de l'impérialisme (américain, russe et accessoirement français), comme de celle de l'Etat pied-noir d'Israël et de tous les Etats arabes de la région, le but de la politique d'entente entre tous les tenants de l'ordre établi, c'est le massacre de la résistance palestinienne.

(suite page 3)

REUNION DE LECTEURS A TOULOUSE

Vendredi 15 avril à 21 heures,
Salle Montoyol (rue de Rémusat)

Riposte de classe à
l'offensive capitaliste

L'eurocommunisme et les dissidents

Certains bourgeois, de moins en moins nombreux il est vrai, s'interrogent anxieusement sur la sincérité de « l'eurocommunisme » : lorsque Berlinguer rend hommage aux « dissidents » russes, tchèques ou est-allemands, lorsque Marchais déclare la liberté « indivisible » et proteste contre les poursuites pour « délit d'opinion » dans les pays de l'Est, faut-il voir là autre chose qu'une manœuvre astucieuse ?

Ils n'ont pas compris que l'opportunisme est un phénomène non pas moral et subjectif mais social, et qui obéit à des lois constantes et inexorables : la voie des réformes de la société et de l'Etat bourgeois n'est pas la voie de la révolution prolétarienne, un peu allongée seulement et parcourue plus lentement — c'est une voie différente et opposée, une voie au bout de laquelle la réforme se convertit en gestion de l'appareil productif et étatique du capital. Que, par conséquent, le premier accroc à la doctrine marxiste conduit nécessairement à son reniement complet, à l'adhésion aux idéologies, inverses et adverses, de la classe dominante.

Ils n'ont pas, ou font semblant de n'avoir pas compris que s'il n'y a pas de raison de ne pas faire crédit aux acheteurs soi-disant socialistes de machines, d'équipement et d'usines, il y en a aussi peu de ne pas faire crédit aux emprunteurs d'idées, là-bas ou ici, qui ne sont que le reflet d'une économie mercantile.

Il n'y a pas l'ombre d'un double jeu dans le passage de l'apologie de Staline, massa-

creur de dizaines de milliers d'opposants, à la critique de Brejnev ou de Husak qui ne tolèrent pas les « dissidents » actuels. Bien au contraire. A l'époque, il s'agissait de détruire jusqu'à la dernière trace de la tradition révolutionnaire bolchévique, pour ouvrir la porte à un nouveau réformisme ultradémocratique; aujourd'hui il s'agit d'en récolter les fruits, en revendiquant les valeurs démocratiques dans toute leur plénitude. A l'époque, il s'agissait d'éliminer le plus de militants communistes et prolétaires possible; aujourd'hui il s'agit de faire prospérer les intellectuels suivistes, démocrates, libéraux et conformistes. Aujourd'hui les « victimes de Staline » sont mortes et oubliées, on peut se permettre de condamner le monstre. Non certes par affection pour ses victimes, mais par amour de la génération de bien-pensants qui a grandi sur leurs tombes, des deux côtés du rideau de fer. Marchais peut faire semblant de s'indigner du troc Corvalan - Boukovski; sur le marché, ce sont des équivalents qui s'échangent, et le marché conclu entre l'URSS et le Chili n'est que la sanction officielle de l'équivalence non tant des personnages en question que des forces sociales et des idéologies politiques qu'ils représentent.

La prolifération de « dissidents » à l'Est, qui surprend tant les bourgeois et émeut tellement les « eurocommunistes », n'est qu'un aspect de la putréfaction libéral-démocratique du stalinisme. Nous n'en sommes ni surpris ni affectés; nous enregistrons le développement inexorable d'un phénomène prévu

depuis plus de vingt ans, d'un phénomène qui n'est pas un cours nouveau de l'histoire mais un signe du déclin irrésistible de l'ancien.

★

Lorsque Staline, alors « Himalaya de la pensée », lança la théorie des « deux marchés », socialiste et capitaliste, coexistant côte à côte, nous répondîmes, primo, que là où il y a un marché il n'y a pas socialisme mais capitalisme; secundo, qu'entre deux marchés, c'est-à-dire entre deux capitalismes, il ne peut y avoir à la longue que lutte pour savoir qui dominera l'autre, même si cette lutte ne prend pas toujours sa forme extrême, la guerre, mais commence par l'absorption du plus faible.

Lorsque Krouchtchev fit un pas de plus et substitua à la coexistence pacifique l'émulation pacifique entre les deux « systèmes », nous répondîmes qu'à travers l'ex-rideau de fer devenu « toile d'araignée émulative » entreraient dans la prétendue « patrie du socialisme » non seulement les marchandises mais aussi « les superstitions les plus stupides de l'idéologie bourgeoise »; et non seulement les unes et les autres, mais aussi les crises cycliques de l'économie et de la société capitalistes.

Aujourd'hui, même un journal bourgeois (cf. Le Monde des 28 et 29 janvier 77) en arrive à comprendre que la diffusion rapide de la « dissidence » à l'Est n'est que l'écume à la surface d'une crise économique et sociale retardée par rapport à celle de l'Occident,

(suite page 4)

Le faux radicalisme du P.C.R.(ml)

On chercherait vainement dans la presse du PCR une quelconque justification politique de son abstentionnisme dans les dernières élections et une quelconque critique de fond de l'électoratisme. Se bornant à la simple relation journalistique des faits, en insistant sur l'aspect « tripotage » des accords et des rivalités, le Quotidien du Peuple n'est jamais allé plus loin que de tenter de convaincre les militants de base du PC qu'ils se faisaient rouler en envoyant à la mairie, au nom de l'Union de la Gauche, ... un maire socialiste.

Et en effet que pouvaient-ils dire de plus ? Ce n'est certes pas l'électoratisme sans principe ni les combinaisons de couloir — quelles que soient les mines dégoûtées qu'ils affectent aujourd'hui par rapport à ces pratiques — qui peuvent rebouter des gens qui se revendiquent de la politique des partis stalinien jusqu'en 45 (en en rejetant tout au plus quelques aspects de trahison trop patente) et qui s'honorent de compter dans leurs rangs quelques vieux routiers du stalinisme. Et quelle critique pourraient-ils faire au stalinisme des trotskystes à l'égard de l'opportunisme alors qu'ils se situent bien en deçà de la soi-disant tactique d'« appui critique », eux qui n'ont jamais pu, et pour cause, porter sur les Fronts populaires d'autres critiques que celles de la prétendue application droitiste par des chefs défectueux de la « juste ligne » du centre stalinien ?

S'il prend aujourd'hui des poses de pureté révolutionnaire — alors qu'en fait son attitude tient surtout au fait que la seule cohésion de ce courant sans principe est fondée sur son opposition à l'Etat russe (opposition à sens unique et qui n'exclut nullement l'appui à d'autres impérialismes) et à tous les partis qui plus ou moins s'y réfèrent — c'est que le PCR se réserve pour plus tard, pour les périodes de crise aiguë de la société bourgeoise. Il l'annonce dès aujourd'hui quand il déclare dans son programme qu'il lui faudra élargir ses alliances avec la petite bourgeoisie et une partie même de la bourgeoisie en cas de danger fasciste ou de menace étrangère contre le pays, c'est-à-dire rejoindre drapeau déployé l'union sacrée des patriotes et des démocrates.

Il importe dès aujourd'hui que les prolétaires éceurés par les pratiques opportunistes de droite et de gauche ne se laissent pas abuser par ce révolutionnarisme de pacotille.

Les urnes sont pleines

(suite de la page 1)

rières ? N'est-il pas vrai également que la première conclusion tirée par les dirigeants de la gauche de leur victoire électorale est qu'en attendant 78 il faut se méfier des provocations, c'est-à-dire, en réalité, tout simplement de la lutte de classe ? N'est-il pas vrai enfin que si, malgré tout, la poussée ouvrière étant trop forte, un éventuel gouvernement de gauche — que réclame dès à présent à cor et à cri l'immédiatisme afin que « le prolétariat puisse faire son expérience » —, devait faire certaines concessions économiques, il tenterait par tous les moyens de les assortir d'un assujettissement encore plus grand des organisations syndicales, dans les instances de collaboration des classes, à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat ?

Comment expliquer qu'en dépit de tout cela, la classe ouvrière se laisse entraîner dans l'illusion de perspective que présente le spectacle de l'opposition entre la gauche et la droite ? Bien entendu ces dernières s'opposent bien sur de multiples intérêts matériels, nationaux et internationaux, et surtout sur des méthodes de conservation de l'ordre établi, c'est-à-dire sur des différences qui doivent être ravallées — et le sont généralement — à l'heure des oppositions aiguës entre les classes. Mais justement les organes représentatifs de l'Etat bourgeois, que le mécanisme de concentration du capital financier et l'alignement des forces bourgeoises abaissent toujours plus à un rôle subalterne et mettent toujours plus à l'abri de la lutte de classe, donnent une résonance artificielle à ces querelles qu'ils amplifient démesurément et permettent aux protagonistes de prendre sans le moindre danger des poses combattantes. On comprend donc que surtout après une longue période d'absence de lutte ouvrière indépendante, comme aujourd'hui, l'illusion soit si forte qu'un changement d'équipe gouvernementale viendra alléger un sort misérable, illusion d'autant plus grande que la gauche peut se permettre de parler un langage plus ouvrier et plus révolutionnaire.

La Gauche communiste d'Italie pouvait faire cette remarque en 1919 : « la grande habileté du gouvernement de la démocratie parlementaire, c'est précisément d'avoir trouvé le moyen non seulement d'avoir une majorité, mais de se fabriquer une opposition ».

Combien de fois l'histoire a-t-elle confirmé depuis, que sans cette opposition et donc sans l'« alternance démocratique », il ne restait plus à la bourgeoisie que l'usage exclusif et immédiat de la trique, et au prolétariat que la soumission ou la lutte ouverte ? Quel formidable amortisseur de la lutte prolétarienne constitue donc le parlementarisme ! Il peut même aujourd'hui se payer le luxe de donner aux exploités l'impression d'une victoire sur les exploités, alors que le grand résultat pratique de cette consultation municipale est que dans un an, il pourra envoyer au gouvernement — s'il sait garder son self control lui dit-on, mais en réalité bien avant si la bourgeoisie en a besoin — une nouvelle équipe dont une longue cure d'opposition a fait oublier toutes les exactions passées et qui pourra d'autant plus l'inviter à l'effort et aux sacrifices pour restaurer la baraque capitaliste que la classe ouvrière lui fait plus confiance !

Cette consultation a malgré tout montré qu'une partie des prolétaires ont, comme disent les gauchistes, manifesté leur « défiance » face au PC et au PS, et ceci n'est pas sans intérêt. Mais le problème, justement, est de transformer cette « défiance » en **volonté de lutte**. Or, pour ce faire, il faut un parti qui se place résolument sur un terrain clairement antiréformiste.

Ce n'est pas la triple alliance d'extrême-gauche qui remplit cette exigence. Elle n'a pas seulement renoncé dans sa campagne à aider les prolétaires à se donner une vision claire de la nature de l'Etat bourgeois et de l'opportunisme, pour la bonne raison qu'elle en est organiquement incapable. Elle prétend que la lutte électorale reste un terrain secondaire d'une lutte plus vaste dont le centre de gravité est ailleurs ; mais la réalité est

qu'au moins depuis les présidentielles de 74, les organisations qui la composent déplacent toujours plus leurs forces sur le terrain électoral, si bien que leur vie tend de plus en plus à être scandée par les exigences du mécanisme démocratique et parlementaire. Il faut donc aussi mettre au bilan de ces élections que le « pôle révolutionnaire alternatif au réformisme » que prétendent créer ces organisations risque donc fort de n'être très rapidement qu'une nouvelle pièce du système bourgeois d'amortissement de la lutte de classe.

Les urnes sont pleines, sans doute, mais plus que jamais, les prolétaires restent les mains vides. Plus que jamais, l'exigence est celle de la préparation d'un véritable terrain de lutte ouverte contre le capitalisme et celle de la construction du parti hors de l'atmosphère stérilisante de la participation aux élections et de l'opportunisme.

La trajectoire du PSU

En commentant les résultats des élections le dimanche 20 au soir sur Europe 1, Michel Rocard a expliqué qu'il avait toujours lutté pour l'Union de la gauche : c'est pour vouloir l'unité avec le PC qu'il fut exclu des Jeunesses Socialistes, et pour cette unité qu'il a combattu au PSU l'aile gauche refusant d'en venir trop ouvertement à l'aplatissement devant cette union.

En somme la logique de Rocard, c'est la logique du PSU lui-même : né sur les franges du PC et du PS et en réaction à eux, mais cherchant leur unité, il ne lui reste plus qu'à disparaître dès que cette unité se réalise. C'est pourquoi ceux qui ont critiqué l'entrée de Rocard au PS se sont eux-mêmes aplatis à la veille de ces élections devant les grands partis pour disparaître dans la Gauche Unie.

Et le fait que ses voix se soient reportées en grande partie sur la triple alliance LCR-LO-OCT signifie-t-il que l'on a là, en puissance, un nouveau PSU, un nouveau pôle centriste ?

L'Internationale, la Gauche et les élections municipales

En présentant leur plate-forme pour les élections municipales, les formations associées de la LCR, de LO et de l'OCT se sont référées très discrètement aux Thèses du III^e Congrès de l'Internationale. Discrètement, car cédant aux préjugés démocratiques bourgeois, elles préfèrent en général invoquer les nouveautés de l'expérience plutôt que les grands bilans du communisme, et ont quelque peu honte d'un Lénine qui fut, après tout, un... dictateur.

Deux points des Thèses adoptées en 1920 par l'Internationale sur le Parti Communiste et le parlementarisme sont consacrés plus particulièrement aux municipales. Les points 4 et 5 de la deuxième partie affirment :

« 4. Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être durablement conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles de la République ou celles des monarchies constitutionnelles.

5. Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme étatique de la bourgeoisie ; elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire, et remplacées par les Soviets de députés ouvriers » (traduction d'après l'original allemand).

Dans le deuxième chapitre de cette seconde partie, le point 13 tire les conséquences tactiques, dans la ligne générale d'une participation aux élections dans un but révolutionnaire de destruction des institutions parlementaires (nous avons longuement rappelé dans les précédents numéros du Prolétaire pourquoi la Gauche avait plaidé pour l'abandon de cette tactique dans les aires à tradition démocratique déjà implantée) :

« 13. Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent a) former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie ; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice armée, etc.) ; c) révéler en toute occasion les obsta-

cles suscités par l'Etat bourgeois contre toute réforme radicale ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois ; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des Soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste ».

Nous donnons cette fois la thèse dans la traduction française reprise dans l'édition Maspéro des Quatre Premiers Congrès : comme souvent, en raison d'une faiblesse politique, elle favorise les confusions. Ainsi, l'original allemand parle de « conduire [treiben] une opposition révolutionnaire contre le pouvoir central de la bourgeoisie », et non de « former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central bourgeois », ce qui, au prix d'un nouveau glissement, devient vite pour les opportunistes et les centristes « faire des municipalités [actuelles] un organe d'opposition au pouvoir central ». De même, il s'agit au point c) de « révéler les limites qu'impose le pouvoir d'Etat bourgeois à toute transformation vraiment radicale », et non de « révéler les obstacles [contingents] suscités » à d'éventuelles « réformes », alors que toute la première partie des Thèses s'applique à démontrer que la phase des réformes pouvant justifier une participation « positive » des révolutionnaires à ces institutions est [dans ces aires] révo-

lue. Ceci précisé, il importe de dire que si l'on invoque aujourd'hui ce paragraphe pour justifier la participation à la campagne électorale municipale, en l'isolant de son contexte, de l'accent mis par l'ensemble des Thèses avec une extrême vigueur sur l'« esprit » dans lequel on doit participer aux élections, on falsifie cette fois complètement le sens réel de ce document.

Cette thèse présuppose que le parti qui pourrait ainsi avoir la majorité dans les institutions municipales n'ait jamais caché et ne cache rien de son programme, et surtout, qu'il déclare qu'il n'ira pas au parlement ni dans les mairies pour réformer les lois et les organes de la société actuelle, mais pour les détruire. Elle a donc comme prémisses nécessaires une situation sociale et politique dans laquelle un tel parti, qui aurait constamment fondé sa propagande et son agitation sur ces points centraux, qui aurait

mené une campagne impitoyable contre le réformisme, pourrait conquérir la sympathie et l'appui de la majorité de la population locale. Une situation, donc, sinon révolutionnaire, du moins pré-révolutionnaire, et fécondée par la présence active du parti. Ce dernier d'autre part, n'a jamais caché et ne cachera jamais que « toute transformation vraiment radicale » trouvera une limite dans l'intervention de l'Etat central, et donc provoquera un conflit ouvert avec lui, conflit que le Parti non seulement n'évitera pas, mais affrontera ouvertement. Il est concevable que, dans une situation de ce genre — tout à fait exceptionnelle — un organe local soutenu par l'appui du prolétariat et des « couches les plus pauvres de la population » puisse même organiser ou tenter d'organiser jusqu'à un certain point l'armement des ouvriers. C'est une possibilité, il n'existe aucune garantie qu'elle se réalise, non plus que l'éventuelle transformation des municipalités en soviets dans une situation encore plus avancée. Si une telle probabilité se réalisait, le conflit avec le pouvoir central (qui, dans une telle situation, serait évidemment affaibli) deviendrait inévitable et pourrait être un facteur positif pour un développement révolutionnaire.

D'abord, aucune de ces conditions n'existe aujourd'hui, et c'est déjà gravement dévier ces thèses que de les invoquer indépendamment d'une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire (il suffit, il est vrai, d'une grimace de Chirac à d'Ornano pour que la LCR parle de « grave crise interne de la bourgeoisie », et d'effritement de l'Etat bourgeois !). D'autre part, c'est les retourner contre le prolétariat que d'envisager, comme le font les trois signataires de la plate-forme, de s'appuyer, pour faire des mairies des points de résistance au pouvoir central, non sur les masses en mouvement, ni sur la force d'un prolétariat qui s'unifierait dans la lutte, mais sur « les organisations syndicales et les partis de gauche » pour lesquels ils recueillent des voix au second tour, c'est-à-dire sur des forces qui ne jurent que par la légalité, la constitution, bien sûr, mais derrière tout cela sur l'union nationale et le renforcement de l'armée et de la police !

Indépendamment de ces détournements centristes de la perspective révolutionnaire du III^e Congrès, reste que la formulation même de ces Thèses de l'IC montre, confirmant ainsi nos critiques d'alors, comment

a) la tactique du parlementarisme révolutionnaire risque de mettre le parti dans des positions non seulement difficiles à concilier avec son programme, mais susceptibles même de le déformer, surtout si b) les directives tactiques ne sont pas fermement délimitées, indiquant les présupposés de leur application, et donc les limites au-delà desquelles il est inadmissible de les appliquer.

Sous cet angle, le paragraphe — inspiré d'une part par une perspective de révolution imminente, et fondé d'autre part sur une solide formation théorique et programmatique des partis — souffre, comme d'autres textes de l'Internationale, d'un caractère d'indétermination, de généralité, d'approximation, qui a pu faciliter les contresens ou la falsification.

C'est pour éviter de fournir une éventuelle couverture à ces tendances opportunistes et centristes qu'alimentait l'ambiance des démocraties occidentales, que la Gauche avait voulu formuler, dans ce cas aussi, des limites tactiques beaucoup plus nettes (voir ses Thèses pour le III^e Congrès de l'IC publiées dans le n° 239 du Prolétaire), comme elle l'avait déjà fait en mai 1920 dans les Thèses présentées à la Conférence nationale de la fraction abstentionniste en Italie dont nous rappelons ici le point 8 :

« La conquête électorale des communes et des administrations locales, qui présente les mêmes inconvénients que le parlementarisme, mais à un degré plus élevé encore, ne peut pas être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, d'une part parce que ces organismes n'ont pas de pouvoir réel, mais sont subordonnés à la machine d'Etat, d'autre part parce qu'une telle méthode, bien qu'elle puisse donner aujourd'hui quelque embarras à la bourgeoisie dominante en affirmant le principe de l'autonomie locale, d'ailleurs opposé au principe communiste de la centralisation de l'action, préparerait à la bourgeoisie un point d'appui pour sa lutte contre l'établissement du pouvoir prolétarien » (Défense de la continuité du programme communiste, p. 25).

Reste que ces directives tactiques de l'Internationale s'inscrivaient dans la perspective commune à la Gauche et aux bolcheviks de la destruction de l'Etat et de la dictature du prolétariat dirigé par son Parti, dont les démocrates pluri-partistes qui se réclament aujourd'hui du trotskysme ont perdu jusqu'au souvenir.

Les tâches du journal communiste (2)

(Le début de cette série a paru dans Le Prolétaire, n° 239).

★

Nous avons vu précédemment que le journal peut être un excellent instrument de centralisation politique. Il atteint cet objectif dans la mesure où le Centre et les Rédactions qui lui sont soumises et qui correspondent aux différents pays où le Parti parvient à étendre son réseau international, connaissent non seulement les réactions des sections et des militants du Parti aux directives données, mais également ce que savent et voient par leurs mille yeux les organisations du Parti du terrain de la lutte sociale.

Cette centralisation permet au Parti de rendre réellement unitaire son activité, à la lumière des principes sans le respect desquels aucune discipline véritable ne serait possible. C'est dans ce sens que les journaux centraux du Parti donnent, pour reprendre une expression de Lénine, le fil à plomb pour la construction du Parti.

Le journal, organisateur collectif

Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques — la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion — obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relations personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre, suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après demain, nous devons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos. Demain nous devons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachibouzouk tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avisés, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assurer la direction.

En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces

C'est naturellement dans l'œuvre qui consiste à tendre ce fil à plomb, en liant la théorie, l'analyse des situations et la pratique de l'organisation, que peuvent se sélectionner les dirigeants dont le Parti a besoin et que peut commencer à se dessiner son organisation pratique.

Mais tout ce travail serait impossible sans l'établissement de liaisons fréquentes et régulières pour « nourrir » la Rédaction, comme cela ressort des thèses de l'Internationale déjà publiées, mais aussi pour assurer un réseau de diffusion du journal. Loin de nous évidemment l'idée de repousser et de mépriser les possibilités de diffusion commerciale que nous permet encore — mais pas partout — cette charitable et bienfaisante démocratie bourgeoise. Mais cette dernière atteindrait son but si elle parvenait par ses bienfaits à nous faire renoncer à nous doter d'un réseau interne à l'organisation, d'un système de liaisons internes qui assure le maximum de discrétion et de sécurité permis par la situation et rendu nécessaire par les exigences non seulement

présentes mais aussi, dans une certaine mesure, futures de l'activité du Parti. C'est évidemment à ce réseau que nous pensons en reproduisant les textes de Lénine qui insistent tant sur ce point, et nous invitons tous les camarades à méditer sur l'ampleur des tâches qui nous restent à accomplir dans ce domaine, et à réfléchir sur ce qui peut et doit être fait dès aujourd'hui.

L'établissement de ce réseau, de ce système nerveux, c'est assurément le B-A-BA de l'organisation. De plus, la circulation montante et descendante du matériel et des informations doit tendre à s'opérer de façon automatique, sous peine de ne pas fonctionner du tout. C'est pourquoi la mise sur pied du journal politique et de sa logistique contribue à assurer ces autres aspects de l'organisation véritable que sont le sérieux et la discipline.

Voilà quelques raisons qui font que le journal est aussi un organisateur collectif, qu'il élève l'échafaudage de la construction du Parti.

complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de ne l'être jamais pris de court par les « tournants historiques » (Par où commencer, Œuvres, tome 5, pp. 19-20).

[...] Il faut « appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif ». Maintenant [...] tout le monde s'accordera en principe là-dessus ; or ce qu'il nous faut, ce n'est pas une solution de principe, mais une solution pratique de la question. Il faut formuler tout de suite un plan précis de construction pour que, immédiatement et de tous côtés, tout le monde puisse se mettre à cette construction. Or, de la solution pratique, l'on veut encore nous ramener en arrière, vers cette grande vérité juste en principe, incontestable, mais absolument insuffisante et incompréhensible pour la masse profonde des travailleurs : « éduquer de fortes organisations politiques » ! Ce n'est plus de cela qu'il s'agit [...] mais de la façon dont il convient justement de faire l'éducation et de l'achever.

[...] Les masses n'apprendront jamais à mener la lutte politique, tant que nous n'aiderons pas à former les dirigeants pour cette lutte, aussi bien parmi les ouvriers cultivés que parmi les intellectuels. Or, de tels dirigeants ne peuvent s'éduquer qu'en s'initiant à l'appréciation quotidienne et méthodique de tous les aspects de notre vie politique, de toutes les tentatives de protestation et de lutte des différentes classes à différents propos. C'est pourquoi parler d'« éduquer des organisations politiques » et en même temps opposer « la besogne paperassière » d'un journal politique au « travail politique vivant à l'échelon local » est tout bonnement ridicule (Que faire ?, Œuvres, tome 5, pp. 512-513).

A elle seule, la fonction de diffusion du journal commencerait à créer une liaison effective (si ce journal était digne de ce nom, c'est-à-dire s'il paraissait régulièrement, et non pas une fois par mois, comme les grandes revues, mais près de quatre fois par mois). Les relations de ville à ville pour les besoins de la cause révolutionnaire sont aujourd'hui bien rares, et en tout cas une exception ; elles deviendraient alors la règle et assureraient, bien entendu, non seulement la diffusion du journal, mais aussi (ce qui est beaucoup plus important) l'échange d'expérience, de documentation, de forces et de ressources. Le travail d'organisation prendrait une ampleur beaucoup plus considérable, et le succès obtenu dans une localité encouragerait constamment à perfectionner le travail, inciterait à profiter de l'expérience déjà acquise par les camarades militant sur un autre point du pays. Le travail local gagnerait infiniment en étendue et en variété ; des révélations politiques et économiques recueillies dans toute la Russie fourniraient un aliment intellectuel aux ouvriers de toutes professions et de tous degrés de développement ; elles fourniraient matière et prétexte à des causeries et conférences sur les questions les plus variées, suscitées entre autres par les allusions de la presse légale, les conversations en société et les communiqués « pudiques » du gouvernement.

Chaque effervescence, chaque manifestation serait appréciée et examinée sous toutes ses faces, en tous les points de la Russie ; elle provoquerait le désir de ne pas rester en arrière des autres, de faire mieux que les autres — (nous, socialistes, ne récusons nullement toute émulation et toute « concurrence » en général !) — de préparer à bon escient ce qui, la première fois, s'est fait en quelque sorte spontanément, de profiter des circonstances favorables de temps ou de lieu pour modifier le plan d'attaque, etc. En outre, ce regain de travail local ne conduirait pas à cette tension désespérée in extremis de toutes les forces, à cette mise en alerte de tous nos hommes, à laquelle nous oblige ordinairement aujourd'hui toute manifestation ou tout numéro de journal local : d'une part, la police aurait beaucoup plus de mal à découvrir les « racines », ne sachant pas dans quelle localité les chercher ; d'autre part, le travail commun régulier apprendrait aux hommes à proportionner une attaque donnée à l'état des forces de tel ou tel détachement de notre armée commune (ce à quoi presque personne ne songe aujourd'hui, car les attaques se produisent spontanément neuf fois sur dix), et faciliterait le « transport » non seulement de la littérature de propagande, mais des forces révolutionnaires d'un endroit à l'autre (Idem, pp. 520-521).

En ce qui concerne ensuite les groupes d'arrondissement, je suis entièrement d'accord avec vous que l'une de leurs tâches essentielles est de bien mettre au point la diffusion de la littérature. Je pense que les groupes d'arrondissement doivent être principalement des intermédiaires entre les comités et les usines, et même avant tout des organes de distribution. Leur première tâche doit être de mettre sur pied clandest-

inement une bonne diffusion de la littérature envoyée par le comité. Et cette tâche est d'une haute importance ; en effet, si l'on assure des relations régulières entre un groupe spécial de colporteurs pour l'arrondissement et toutes les usines de l'arrondissement, entre ces colporteurs et le plus grand nombre possible de logements ouvriers de l'arrondissement, cela aura une énorme importance à la fois pour les manifestations et pour l'insurrection. Mettre au point et organiser une diffusion rapide et judicieuse des brochures, des tracts, des proclamations et autres, former pour cela tout un réseau d'agents, c'est faire plus de la moitié du chemin dans la préparation des manifestations ou de l'insurrection futures. Quand commence une époque d'agitation, de grèves, d'effervescence, il est trop tard pour entreprendre l'organisation du colportage ; on ne peut le faire entrer dans les mœurs que peu à peu, en le pratiquant sans faute deux ou trois fois par mois. S'il n'y a pas de journal, on peut et on doit faire circuler des tracts, mais il ne faut en aucun cas laisser cet appareil de distribution inactif. Il faut s'efforcer de faire atteindre à cet appareil un degré de perfection tel qu'en une nuit, toute la population ouvrière de Saint-Petersbourg puisse être informée et, pour ainsi dire, mobilisée. Et cette tâche n'a rien d'utopique, si les tracts sont systématiquement transmis du centre à des cercles intermédiaires plus étroits, et de ceux-ci aux colporteurs (Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation, Œuvres, tome 6, pp. 242-243).

★
Concluons maintenant avec Lénine :

Et si réellement nous parvenions à obtenir que la totalité ou la majeure partie des comités, groupes et cercles locaux s'associent activement à l'œuvre commune, nous pourrions à très bref délai mettre sur pied un hebdomadaire, régulièrement diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires dans toute la Russie. Ce journal serait comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classes et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie. Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et commune dans toute l'acceptation du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés. Sur les échafaudages ou les tréteaux de cette organisation commune en construction, nous verrions monter bientôt, sortant des rangs de nos révolutionnaires, des Jéliabov social-démocrates et, sortant des rangs de nos ouvriers, des Bebel russes qui, à la tête de cette armée mobilisée, soulèveraient tout le peuple pour faire justice de la honte et de la malédiction qui pèsent sur la Russie [il suffit de transposer cela aux conditions actuelles et à l'échelle internationale pour avoir l'objectif de la future — et malheureusement encore éloignée — vague révolutionnaire].

Voilà à quoi il nous faut rêver !
(Que faire ?, Œuvres, tome 5, p. 522).

(à suivre)

Notes internationales

(suite de la page 1)

Que peut refuser Carter à un Arafat qui vient de se réconcilier avec le bourreau Hussein — qui lui, ne l'oublions pas, s'est réconcilié encore plus vite avec le bourreau Assad ? Que peut refuser le gendarme en chef au « représentant de la révolution palestinienne » qui « fait confiance à Carter » et s'apprete « à l'aider à réaliser une paix juste et durable au Proche-Orient » ?

Et que signifie cette « juste paix » dans les faits ? La Syrie la réalise en nettoyant le Liban à tel point que l'archi-moderé Jomblatt a dû être assassiné, en tant que pôle de résistance à l'influence de Damas, une fois terminé son rôle d'amortisseur des poussées des masses populaires.

Il est clair que les dirigeants de l'O.L.P., parce qu'ils refusent, pour de multiples déterminations matérielles, les principes de la lutte radicale, n'ont d'autre issue que de s'aligner sur l'ordre en vigueur, paralyser les fedayin, couvrir les coups de l'armée syrienne non seulement contre les groupes extrémistes libanais et palestiniens mais aussi contre le FPLP et les secteurs combattifs ou simplement remuants du Fatah où ils font le ménage avec le plus grand cynisme.

Même le FPLP en est aujourd'hui aux dernières coquetteries politiques avant la capitulation définitive car il semble bien que lui aussi balaise devant sa porte avec une certaine énergie. Ainsi s'explique qu'un de ses dirigeants appelle en même temps à lutter contre « l'ennemi principal : l'impérialisme américain », et à faire « confiance

à Arafat, qui ne marchandera pas nos principes » !

Les prolétaires, les masses prolétarisées et les masses paysannes pauvres de Palestine et de tout le Proche-Orient ont besoin d'une autre politique. Et pour que cette dernière voie le jour et finalement s'impose, ce qui manque le plus c'est le retour offensif du prolétariat des grandes métropoles impérialistes sur le terrain de la lutte ouverte et directe contre l'ennemi commun.

● En Italie, les prouesses de l'opportunisme

Voici ce qu'a répondu le sénateur Ugo Pecchioli, « ministre de l'intérieur » du PCI à un journaliste de l'Espresso lui demandant « comment réprimer les « phénomènes subversifs », c'est-à-dire la révolte étudiante :

« En utilisant la loi avec fermeté. Il faut décapiter toutes les organisations subversives, faire taire les radios clandestines qui, au nom de la liberté d'expression, deviennent des centrales opératives. Il faut que la police puisse pénétrer sans problème dans les universités pour y faire régner l'ordre. La police aujourd'hui n'est plus celle de Scelba, celle qui tirait sur les manifestants pacifiques. Seulement, face à une insurrection armée, on ne peut pas répondre avec des fleurs. »

Au moins, les choses sont claires...

L'eurocommunisme et les dissidents

(suite de la page 1)

mais tout aussi grave et, surtout, de même nature ; à comprendre qu'il est absurde de la part du Kremlin de « vouloir » la production et l'échange de marchandises, et de prétendre empêcher le commerce de marchandises et de capitaux, à l'intérieur des pays soi-disant socialistes, entre eux et avec les « autres », d'engendrer des idées et des superstitions analogues à celles qui prolifèrent sur n'importe quel marché : les « imprescriptibles droits de l'homme et du citoyen ».

Ce qu'il ne voit pas, c'est d'abord que l'effet des échanges est-ouest n'a pas été de grignoter petit à petit le « socialisme » mais de rendre manifeste son inexistence, encourageant ainsi les héros de l'individualisme, du démocratisme et de l'idéalisme. D'autre part, que les partenaires n'ont pas la même puissance. On n'assiste donc pas à un transfert réciproque de « valeurs » matérielles et morales, mais à une conquête unilatérale du terrain mercantile et idéologique par le plus fort ; par la machine productive de l'Occident, ou, si on préfère, par la « pensée démocratique », avec tout son bagage de « principes » intellectuels, moraux et religieux. Cette invasion est tant bien que mal contenue par l'appareil d'Etat des pays de l'Est, investi de la rude tâche de mener à bien l'accumulation accélérée et qui ne peut admettre qu'elle soit menacée par des forces centrifuges, par la revendication désordonnée et prématurée de droits locaux, d'usines ou de personnes.

C'est bien pourquoi Carter peut se permet-

tre aujourd'hui de renier, fût-ce avec précaution, la doctrine Sonnenfeldt, celle des « deux sphères d'influence » qui se reconnaissent chacune « souveraine dans son domaine », et de commencer une offensive graduelle d'appui à la « libéralisation du mouvement des idées et des personnes » : la première bataille dans ce sens a déjà été remportée, et cela ne date pas d'aujourd'hui. C'est pourqu岸 aussi les conseillers de la Maison Blanche, fraîchement ravalée et « moralisée », peuvent envisager une attitude non plus méfiante et hostile mais progressivement ouverte face à l'eurocommunisme des Berlinguer-Carrillo-Marchais. Et si l'ouverture doit être progressive, ce n'est pas dans l'attente de nouvelles preuves de « l'aplatissement des héritiers du XX^e Congrès devant les superpuissances du bordel capitaliste contemporain » (comme nous disions en 1956 dans notre *Dialogue avec les Morts*), mais parce que c'est la règle du jeu antiprolétarien. Il faut « harceler » l'opportunisme, mais il ne faut pas le brusquer ; il faut lui laisser le temps, sinon il ne pourrait pas accomplir efficacement la mission qu'aucune force ouvertement bourgeoise ne pourrait mener à bien et qui consiste à se porter au secours de la classe dominante et de son Etat tout en faisant croire aux prolétaires qu'on les investit.

Le renouveau de l'histoire ne viendra pas des « dissidents » de l'Est, dont les positions

couvrent l'arc-en-ciel de l'idéologie bourgeoise et d'elle seule. Il viendra des forces dégagées par la crise intérieure et internationale, dont ils sont une répercussion différée et inversée, des forces qui sont destinées à abattre le mode de production capitaliste, la société bourgeoise à l'Est comme à l'Ouest, et avec elles les idéologies qui leur correspondent et ne sont opposées qu'en apparence (« socialisme dans un seul pays » ou « démocratie dans tous ») et leurs défenseurs quels qu'ils soient, Boukovski ou Corvalan, Biermann ou Stolp, « Charte 77 » ou Husak, Brejnev ou Carrillo.

Ces forces se souviendront que les eurocommunistes ne se sont « solidarisés » des prolétaires polonais que le jour où les intellectuels ont enrobé leur lutte dans le drapeau légalitaire et démocratique. Elles sauront que si, ici, les ouvriers imitaient ceux de Radom, l'eurocommuniste les traiterait comme Gierk : il les accuserait d'être des « voyous » et des « aventuriers irresponsables », il leur tirerait dessus et les jetterait en prison.

Ces forces sauront que là où règne le travail salarié, règne le capitalisme, et que celui qui accepte l'un a déjà accepté l'autre, même s'il se prétend communiste, « à visage humain » bien sûr. Elles s'insurgeront en sachant et en proclamant qu'entre réforme et révolution, entre pluralisme parlementaire ou multipartisme et dictature du prolétariat, entre démocratie et socialisme, il n'y a pas continuité mais rupture violente, opposition absolue.

Réunions publiques du Parti

Question féminine et lutte de classe

Une réunion publique s'est tenue à Paris, le 11 mars et à Amiens le 18 — avant de se tenir dans d'autres villes —, sur le thème : *Les communistes et la question féminine*. Elle a rappelé les grands axes de notre position sur une oppression qui intéresse le prolétariat tout entier et qui pose, en premier lieu, le problème vital de l'intégration à la lutte de classe des femmes prolétaires, généralement en retard dans le mouvement social.

Face aux différentes thèses féministes et réformistes, l'exposé a réaffirmé la nature économique et sociale de l'oppression de la femme, oppression que le capitalisme porte au niveau d'une contradiction aiguë en réinsérant les femmes dans la production sociale, en détruisant les fondements de la famille sans être cependant capable de prendre en charge l'économie domestique, et qui prend sa forme la plus bestiale dans le double esclavage salarié et domestique de l'ouvrière. Seul le communisme qui socialisera l'activité domestique pourra émanciper les femmes prolétaires et réaliser en même temps l'égalité réelle entre les sexes, et seule la révolution prolétarienne peut créer les conditions politiques de cette émancipation.

Au contraire les courants réformistes qui prétendent affranchir les femmes grâce à la démocratie et sans toucher à l'économie mercantile ni à l'Etat bourgeois qui la défend, démontrent, dans ce domaine comme dans les autres, leur conservatisme et leur impuissance, quand ils se réfugient comme le féminisme dans l'autoconscience, ou qu'ils se targuent comme le PC d'être les meilleurs défenseurs de la famille.

Nous combattons également l'interclassisme féministe qui se fixe pour but l'unité de toutes les femmes contre tous les hommes, et qui n'est pas autre chose que la tentative de soumettre les femmes prolétaires aux intérêts des bourgeoises. Au contraire, les ouvrières, de la lutte la plus immédiate à la plus générale, sont portées à s'unir aux hommes de leur classe contre l'ennemi commun, le Capital, alors que l'antagonisme irréductible qui les oppose à la bourgeoisie ne peut que s'élargir toujours plus.

La lutte des communistes contre l'oppression particulière que subit l'ouvrière est donc liée à l'exigence fondamentale d'unification du prolétariat. C'est en ce sens qu'ils combattent toutes les lois répressives ou discriminatoires à l'égard des femmes (droits politiques, divorce, avortement), en ce sens qu'ils avancent aussi, sur le terrain économique, des revendications — dont la satisfaction n'est pas le résultat d'une lutte « spécifiquement » féminine — visant à soulager, d'une façon immédiate, les ouvrières du poids du travail domestique (comme les crèches) et de l'exploitation renforcée qu'elles subissent à l'usine (aucune discrimination liée au sexe, retraite à cinquante ans, allongement des congés maternité).

Les mêmes principes nous guident en matière d'organisation. Nous sommes opposés à la perspective féministe d'organisations « autonomes », regroupant les femmes en tant que femmes. Nous nous fixons pour tâche l'organisation du prolétariat et le dépassement de toutes les divisions engendrées en son sein par le capital. L'oppression particulière et les conditions qui rendent difficile leur mobilisation peuvent amener, et ont déjà amené dans le passé, la formation d'organisations regroupant plus particulièrement des femmes travailleuses, ménagères, etc. Toutefois ces organisations doivent tendre non à les isoler mais à les entraîner dans le mouvement général du prolétariat. Pour la même raison — et à plus forte raison —, il ne saurait y avoir d'organisation séparée de femmes dans le parti, organe de la centralisation et de l'unification du prolétariat, même si le parti doit se donner des organes pour faire un travail avec des méthodes particulières parmi les femmes prolétaires.

Au total, contrairement au féminisme et au réformisme qui se veulent les représentants de toutes les femmes mais qui, en réalité, subordonnent leur défense aux intérêts du capital et de la bourgeoisie, les communistes subordonnent la lutte contre l'oppression de la femme aux exigences de la révolution et ne veulent représenter que les seuls intérêts du prolétariat. Mais ce faisant ils sont les seuls à pouvoir émanciper l'ensemble du sexe féminin (les seuls même à lutter radicalement pour certaines réformes immédiates), parce que le prolétariat n'a rien à défendre dans cette société et ne peut s'émanciper sans supprimer en même temps toutes les formes d'oppression.

Krasucki et la productivité

Et il s'en vante !

M. Krasucki, secrétaire confédéral de la CGT, a déclaré au Monde (22-2-77) que « l'économie française est compétitive. La productivité en France est l'une des plus élevées des pays industrialisés [ce qui n'est pas tout à fait exact : par exemple, il faut 11 heures de travail en France pour produire une tonne d'acier, contre 6 aux USA, 8 en RFA et 7 1/2 au Japon] et nos coûts salariaux parmi les plus bas de la CEE ».

Réjouissons-nous, camarades, nous ne coûtions pas trop cher à nos patrons ! Grâce, entre autres, à la CGT qui défend, non pas les ouvriers, mais la « compétitivité » de l'économie française !

En Grande-Bretagne

Patronat-syndicats-gouvernement : même combat !

British Leyland qui regroupe la presque totalité de l'industrie automobile britannique vient de connaître une grève qui l'a paralysée pendant près d'un mois. 3 000 ouïllers réclamaient des augmentations de salaire que le gouvernement refusait en vertu de l'application du « contrat social ».

De plus l'entreprise est du point de vue capitaliste un canard boiteux : pour la rendre compétitive — encore plus compétitive — il faudra licencier des milliers d'ouvriers. C'est dans ce climat de revendications que la direction de l'entreprise a lancé un ultimatum aux grévistes en leur disant que s'ils ne reprenaient pas le travail le lundi 21 mars ils seraient tout simplement licenciés ! Les grévistes appartiennent au Syndicat des ouvriers de la mécanique AUEW qui depuis le début s'oppose à l'action de ses membres. Pourtant il vient de se surpasser en appuyant la direction de l'usine avec la bénédiction du secrétaire général de la Confédération des syndicats britanniques, Jones, et du premier ministre travailliste Callaghan. Hugh Scanlon, le secrétaire de l'AUEW a déclaré que si la direction licenciait les membres du syndicat, les bonzes n'iraient pas dire à la direction qu'elle avait tort !

Devant la Chambre des Communes, M. Callaghan s'est félicité de l'attitude des syndicats. Ils ont fait, a-t-il dit, un travail remarquable.

Voilà ce qui se passe quand le patronat, les syndicats et le gouvernement peuvent travailler ouvertement la main dans la main pour la sauvegarde de l'économie nationale. C'est cela la gauche au pouvoir.

Le chômage en Italie

La Revue Internationale du Travail a publié en juillet-août 1976 une étude sur *Les problèmes de l'emploi et de l'enseignement en Italie* (Problèmes Economiques, La Documentation Française, n° 1513, 9 mars 77) qui explique un certain nombre de choses à propos de la révolte des étudiants en Italie.

Pour tout le monde, le détonateur de la crise a été le fait que de nombreux étudiants sont en réalité des chômeurs déguisés. Pendant les années 1960 à 1974, alors que la population italienne a augmenté d'environ 11 %, la population active et le nombre de personnes employées ont diminué d'environ 7 %. D'après les chiffres officiels, l'emploi total a atteint son niveau le plus élevé à la fin des années cinquante et au début des années soixante, après quoi il est demeuré stable pendant quelques années, avant d'amorcer une baisse interrompue par de brèves reprises occasionnelles. Cette diminution des postes de travail a touché surtout les femmes et, parmi les hommes, les plus âgés et les jeunes en quête d'un premier emploi. Parallèlement, les jeunes gens s'inscrivant à l'Université ont été en augmentation croissante, poussés par la difficulté à trouver du travail à la fin des études secondaires, d'autant que, semble-t-il, le montant de la bourse — quand on arrive à l'obtenir — est plus élevé que l'allocation ordinaire de chômage. Et tout naturellement c'est dans les régions où le chômage est le plus élevé — comme dans le Sud — qu'il y a le plus d'étudiants.

Dans les années soixante-dix, c'est l'accroissement du secteur tertiaire, après la période dite du « miracle économique », qui avait permis d'absorber au moins une partie des diplômés. Le miracle est fini depuis pas mal de temps et la crise internationale, dont l'Italie est en Europe une des victimes les plus touchées, n'a fait qu'aggraver les choses.

Presse du Parti

il programma comunista

SOMMAIRE DU N° 5 (11 mars 1977) de

- Riformismo e democrazia uniti nell'affogare la lotta di classe
- Sulle agitazioni studentesche: una franca parola di discriminazione
- I pellegrini della cogestione
- Alcune indicazioni per l'intervento nel movimento universitario
- Le rivendicazioni « transitorie » nel quadro della tattica comunista (3).
- Per l'unità fra gli sfruttati del Medio Oriente
- Vicende dell'eurocomunismo
- Lotte operaie: Alfa Sud-Pomigliano, Celsa-Bolzano, Carello-Torino.

*

EL COMUNISTA

Sommaire du n° 5 (mars 1977)

¡Por un frente de lucha proletario!

¡Orden!

¿Unicidad o pluralidad sindical?

¡Adelante, par el socialismo!

Argentina: una señal de alarma

*

QUESTION FEMININE ET LUTTE DE CLASSE

C'est le titre d'une nouvelle brochure, qui rassemble la série d'articles parus en 1975 et 1976 dans ce journal, ainsi qu'un extrait des thèses du III^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la question féminine.

Sympathisants et lecteurs peuvent se la procurer à nos permanences ou la commander au journal. Elle mérite la plus large diffusion !

Prix de vente : 2 F.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 10 avril de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens, le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret). De plus, tous les lundis, table de presse de 12 h à 13 h 30 au restaurant universitaire « La Veillère » (Quartier Saint-Leu).

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 6 avril, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 3 et 17 avril, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 2 avril, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 2 et 16 avril, et en général tous les premier et troisième samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

ATTENTION !

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926